



15 décembre 2014

Grille d'analyse ex-ante des projets d'investissements agricoles à emprise foncière

Une proposition du Groupe Technique Foncier et Développement
www.foncier-developpement.fr

développeur d'avenirs durables



Pourquoi ce guide et comment ?

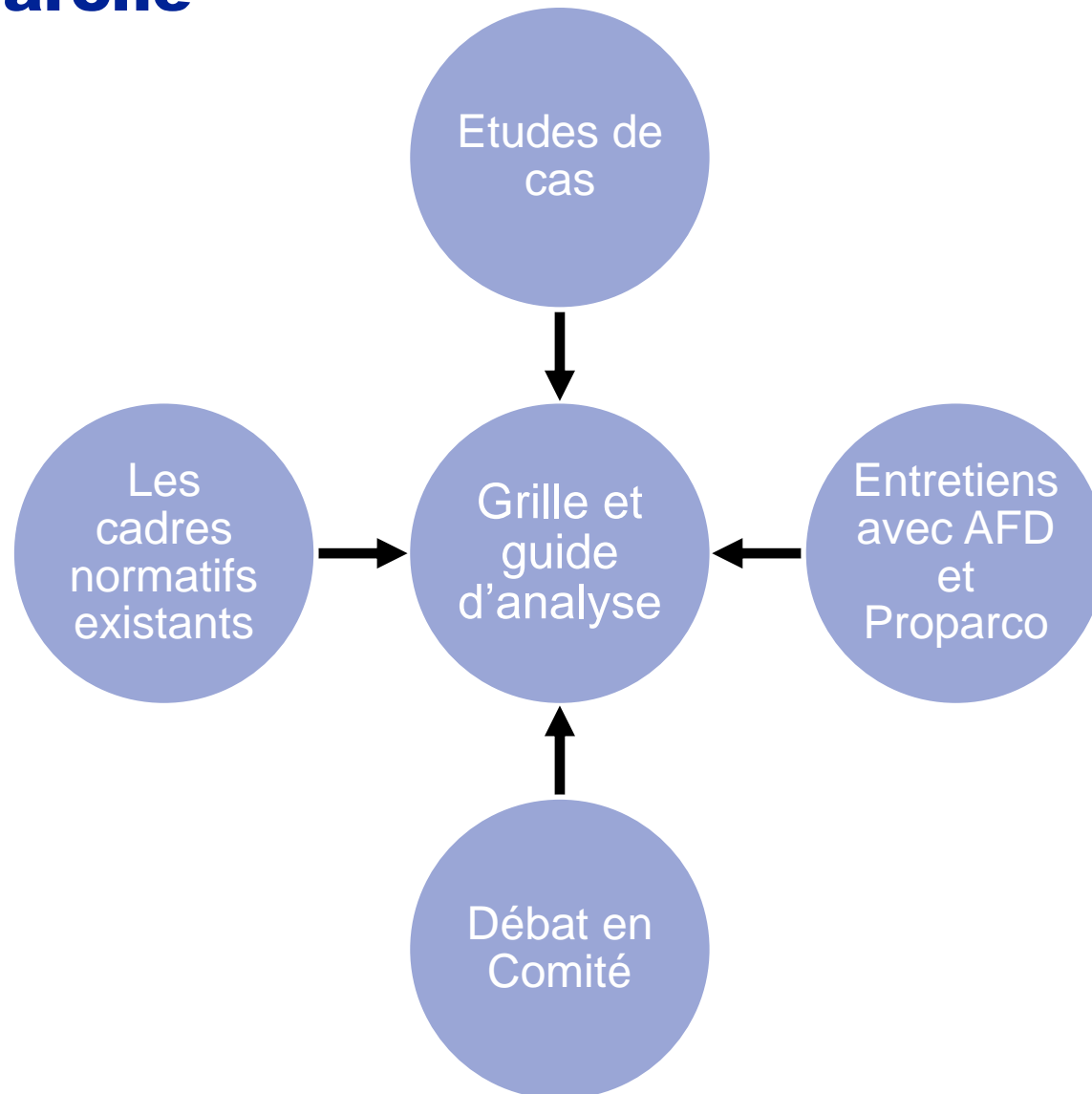
■ POURQUOI ?

- Des enjeux fonciers dans toutes les interventions du Groupe AFD dans le secteur agricole
 - *Efficacité développementale du point de vue des communautés;*
 - *Efficacité et sécurité des investissements pour les investisseurs.*
- Traduire dans les faits les engagements politiques français pour les cadres normatifs volontaires sur le foncier et l'investissement agricole
- CIS 2013-2016 Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (cf. citation page 13 du guide)

■ COMMENT ?

- Comité technique "Foncier et Développement" et consortium IIED-GRET-AGTER
- Dialogue interne AFD
- Présentation aux parties prenantes (aujourd'hui, GISA)

Démarche





Les principaux textes

- Les Directives volontaires du CSA pour la gouvernance foncière
- Les standards de performance de la SFI
- Les conventions de l'OIT
- Le Pacte Mondial des Nations Unies
- Les principes de l'Equateur
- Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
- Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises
- Les principes pour un Investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (RAI)

Les cas

Pays	Description
Mali	Canne à sucre. Groupe sud-africain contrôlé par une société anglaise et gouvernement malien. BAD impliqué
Libéria	Huile de palme. Entreprise singapourienne. 200 000 ha.
Sénégal	Agro-carburants (patate douce et tournesol). Conflit violent. Implication des collectivités locales.
Cameroun	Huile de palme. Société américaine, 73 000 ha
Ghana	Jatropha. Société norvégienne.
Sierra Leone	Canne de sucre. Investisseur suisse, BAD impliquée
Laos	Acacia et eucalyptus , société suédoise, contrat en cours, échelle très petite avec plans d'extension.
Ethiopie	Production horticole , Société indienne.
Côte d'Ivoire	Hévéa. Société ivoirienne, projet abandonné.
Madagascar	Jatropha , Société italienne.



Un format pratique

- La grille (en annexe, page 63 et suivante)
 - Critères
 - Questions clés
 - Textes et références mobilisables
 - Des "lignes rouges" pour chaque chapitre
- Une guide d'accompagnement (page 17 à 48)
- Conclusions en 9 points (page 49)
 - 5 principes
 - 4 recommandations pour l'aide française



Les 5 principes

- Le respect de la législation nationale ne suffit pas.
- Les alternatives à l'acquisition foncière à grande échelle doivent être étudiées
- La transparence de la négociation est un gage d'équité et de sécurité pour toutes les parties
- L'asymétrie entre investisseurs privés, Etat, Collectivités et communauté doit être compensée.
- Le suivi des engagements pris doit être prévu



Le résultat : une grille d'analyse en 5 chapitres

1. La gouvernance foncière du pays
2. La négociation du contrat sur le foncier
3. L'intérêt économique du projet, pour le pays, la région, la communauté
4. Les aspects sociaux
5. L'environnement

1. Le cadre national de gouvernance foncière (page 63)

Les droits fonciers locaux

- L'évolution de l'agriculture sur le territoire
- La reconnaissance des droits fonciers coutumiers
- L'application des règles de gestion foncière

Les transactions foncières

- La régulation et la transparence des transactions
- Les capacités institutionnelles d'examen des projets
- La consultation des communautés
- Les études d'IES



2. Le(s) contrat(s) sur le foncier (page 66)

Sa négociation

- Nature de la transaction
- Parties au contrat
- Consultation et consentement des populations
- Etudes préalables
- Transparence de la négociation

Son application

- Suivi des engagements pris
- Clauses de sortie et de renégociation des contrats
- Système de règlement des conflits

3. Evaluation économique du projet (page 70)

Contexte général

- Adéquation des objectifs affichés du projet aux objectifs nationaux et internationaux
- Modèle d'entreprise (régie et/ou agriculteurs)

Analyse économique

- Emplois directs
- Opportunités pour producteurs familiaux associés
- Fiscalité induite
- Prix et loyer du foncier
- Infrastructures économiques et sociales créées
- Répartition de la valeur ajoutée entre parties prenantes

4. Dimensions sociales du projet (page 75)

Droits fonciers

- Plan de gestion des impacts sociaux
- Etude socio-foncière
- Etudes des alternatives à l'emprise foncière
- Réinstallation et d'indemnisation si expropriation nécessaire

Conditions de travail

- Droit du travail et des normes internationales du travail

5. Environnement (page 78)

Accès aux ressources naturelles

- Etude et PG E&S
- Partages des ressources naturelles et avantages accordés aux investisseurs (eau)
- Certification écologique

Protection de l'environnement

- Réversibilité du projet
- Protection des ressources en eau
- Clauses applicables en cas de dommages environnementaux
- Compensation



Conclusions

■ Les 4 recommandations du Guide (Page 52) :

- Le réseau d'experts foncier qu'est le CTFD est nécessaire (ONG, savants, praticiens) ;
- L'équivalent dans chaque pays doit être soutenu (la société civile)
- Situer les investissements dans une vision prospective de long terme de la politique agricole et des territoires;
- Les PTF jouant un rôle déterminant vis à vis des Etats et des entreprises privées, il faut "mutualiser" le guide au niveau européen et international

■ Conclusions pour l'AFD

- Une nouvelle époque du CTFD à partir de 2015, permettant de soutenir mieux les partenaires du Sud
- Au titre de la prospective, divers travaux sur les territoires ruraux (démographie, développement à co-bénéfices climat, usages des sols, évaluation des projets Développement local)
- Intensification des appuis aux nouvelles politiques nationales foncières et rurales
- Appliquer le guide.



Merci de votre attention

